Synthèse de presse du cefc

Cours de patriotisme

La fabrication de sujets « nationaux » et le débat sur la dé-sinisation de Hong Kong

KARITA KAN

Quinze ans après la « réunification avec la mère-patrie » de l'ancienne colonie britannique le 1er juillet 1997, les relations entre la Chine continentale et Hong Kong demeurent difficiles et conflictuelles. Une frontière de plus en plus poreuse, comme le montre l'afflux de continentaux, visiteurs d'un jour ou spéculateurs immobilier, ainsi qu'une influence politique de Pékin perçue comme croissante, ont provoqué dans la Région administrative spéciale (RAS) une peur de la « continentalisation » (*daluhua* 大陸化) imminente de la ville. Un ressentiment renforcé envers le continent s'est aussi exprimé de manière plus ouverte et décomplexée : en février 2012, une pleine page de publicité dans le tabloïd local *Apple Daily* traitait les Chinois du continent de « sauterelles », en riposte aux provocations du Professeur Kong Qingdong de l'université de Pékin qui avait qualifié les Hongkongais de « bâtards » et de « laquais du gouvernement britannique » [1].

Ces récentes explosions de colère on mis sur le devant de la scène les problèmes profondément enracinés que sont le sentiment d'appartenance et l'identité nationale dans cette ville chinoise post-coloniale. D'après une étude menée en juin 2012, le niveau d'identification des individus en tant que Chinois, à la veille du 15e anniversaire de la réunification, est tombé est tombé au plus bas depuis 13 ans [2]. Les habitants de la RAS se décrivent eux-mêmes en majorité comme des « Hongkongais » (*Xianggangren* 香港人), puis dans l'ordre décroissant comme « membres de la nation chinoise » (*Zhonghua minzu yifenzi* 中華民族一份子), « Asiatiques » (*Yazhouren* 亞洲人), « Chinois » (*Zhongguoren* 中國人) et « citoyens du monde » (*shijie gongmin* 世界公民). D'une manière inquiétante pour Pékin, l'identification comme « ressortissants de la République populaire de Chine » (*Zhonghua renmin gongheguo guomin* 中華人民共和國國民) se trouve être la réponse la moins répandue. Parmi les jeunes de moins de 30 ans, ceux qui se considèrent comme « Hongkongais » sont 60 à 72 % plus nombreux que ceux qui se disent « Chinois » [3].

C'est à ce moment sans doute peu opportun qu'a été annoncée par le gouvernement de Hong Kong l'introduction programmée de cours patriotiques sous le nom de *guomin jiaoyu* (國民教育), ou « éducation nationale ». Cette décision controversée a contribué à l'un des mouvements civiques les plus réussis dans la cité depuis la rétrocession et a provoqué des enquêtes constructives sur la question du sens qu'il y a à être un sujet national « patriote », « embrassant la cause de la patrie » dans une ville où l'héritage colonial – l'État de droit par exemple – reste protégé comme un trésor. Ce qui a émergé du débat met aussi en lumière les tensions enracinées dans une notion *a priori* aussi simple que « la nécessaire unification » de la ville avec le continent.

Cet article analyse les problèmes liés au sentiment d'appartenance, à l'identité nationale et à la citoyenneté à travers l'examen du débat sur l'éducation nationale et regarde vers les relations futures entre Hong Kong et le continent après le XVIIIe Congrès.

Apprendre à aimer la Chine

Lors de sa visite à Hong Kong en 2007 pour commémorer le dixième anniversaire de la réunification, le président Hu Jintao a souligné le besoin de renforcer l'éducation patriotique des jeunes afin de « transmettre aux générations futures la glorieuse tradition des compatriotes de Hong Kong d'amour du pays et d'amour de Hong Kong » (*aiguo aigang de guangrong chuantong* 愛國愛港的光榮傳統). L'administration du Chef de l'exécutif Donald Tsang tint rapidement compte de cette instruction claire de Pékin. L'éducation patriotique vit son budget multiplié par 6, passant de 5 millions de dollars de Kong Kong (HKD) en 2006 à 35,3 millions en 2007 [4]. Ce chiffre fut porté à 60 millions de HKD en 2008 [5]. Dans son discours de politique générale, Donald Tsang s'engagea à donner un plus grand poids à des éléments de l'éducation patriotique dans le primaire et le secondaire. En 2007, le gouvernement promit d'encourager plus d'écoles à créer des équipes de garde du drapeau et à favoriser les cérémonies de lever du drapeau. Un an plus tard, le « Plan de financement de l'éducation patriotique pour les jeunes gens » était lancé, afin de subventionner à grande échelle des actions évé-

1. « Hong Kong advert calls Chinese mainlanders 'locusts' », BBC, 1er février 2012, www.bbc.co.uk/news/world-asia-china-16828134 (consulté le 12 novembre 2012).
2. L'enquête a été menée par le Public Opinion Program de l'université de Hong Kong. Voir leur communiqué de presse du 26 juin 2012, http://hkupop.hku.hk/english/release/release937.html (consulté le 12 novembre 2012).
3. *Ibid.* Une autre enquête commanditée par le gouvernement et menée en 2010-2011 par le département de Sociologie et de Sciences politiques de l'Université Lingnan a montré que 42,9 % des jeunes se considèrent comme Hongkongais, 30,7 % comme Hongkongais de Chine (*Zhongguo de Xianggangren*), et 13 % comme Chinois. L'étude a été commanditée par la Commission de la jeunesse et ses résultats ont été annoncés en novembre 2011. L'intégralité du rapport est disponible sur internet, www.coy.gov.hk/tc/research/hk_youth_development.html (consulté le 12 novembre 2012).
4. Yu Man, « Dangmin jiaoyu » (Éducation Partisano-citoyenne), *iSun Affairs*, 29 juillet 2012, www.isunaffairs.com/?p=9538 (consulté le 12 novembre 2012).
5. Tan King-sin, « Xianggang guomin jiaoyu yao chaoyue zhengdang » (L'éducation patriotique à Hong Kong doit transcender la politique), *Yazhou Zhoukan*, vol. 26, n° 31, 2012, www.yzzk.com/cfm/Content_Archive.cfm?Channel=ed&Path=2302130572/31ed1.cfm (consulté le 12 novembre 2012).

nementielles ciblant les jeunes. Le quota de subventions permettant aux élèves du secondaire de participer à des voyages d'échanges sur le continent fut relevé de 5 000 à 37 000. Pour encourager l'éducation patriotique, « d'une manière plus stratégique et plus systématique », une plateforme nommée « Transmettre le Flambeau » fut créée, avec pour objectif de faciliter la coordination entre les différents groupes de volontaires engagés dans l'organisation d'échanges [6].

C'est dans le discours de politique générale 2010-2011 de Donald Tsang que fut proposée l'introduction de l'éducation morale et patriotique (*deyu ji guomin jiaoyu ke* 德育及國民教育科) comme matière à part entière. Le dessein de Pékin était clairement explicité dans un éditorial de l'édition étrangère du *Quotidien du Peuple* :

> De nombreuses études ont montré que les connaissances des jeunes sur les affaires de leur pays [guoqing 國情] sont loin d'être optimales. Par exemple, 15 ans après le retour de la RAS, une proportion significative des jeunes gens n'ont toujours aucune idée de ce que représente l'esprit du 4-Mai, et certains ne savent même pas qui est le Président. L'instauration de cours d'éducation morale et patriotique par le gouvernement de la RAS sert à combler les lacunes dans la connaissance des *guoqing* et aide les jeunes à s'adapter aux évolutions du monde.

Ce ne sont pourtant pas que les lamentables lacunes dans les connaissances factuelles sur la Chine qui préoccupent Pékin. Plus important est ce qui est perçu comme la lenteur inquiétante des progrès enregistrés dans le « retour cordial des gens » (*renxin huigui* 人心回歸) à la mère-patrie. Depuis 1997, le territoire est (ou fut) retourné à la Chine, mais non pas les cœurs et les esprits de ceux qui y habitent. Ils soutiennent que l'éducation patriotique est, dans cette ville post-coloniale, nécessaire pour élever une future génération qui « grandi[ra] dans l'amour de notre patrie et de Hong Kong, aspire[ra] a gagner en réputation, apportera ses contributions à notre pays, et ressentira une grande fierté à être ressortissant de la République populaire de Chine » [7].

La proposition de Tsang sur le sujet, cachée en une ligne sèche au milieu d'un discours de politique générale autrement plus long, est passée en grande partie hors du radar des médias et n'avait certainement pas provoqué à ce moment le tollé général qui eut lieu deux ans plus tard. Après le discours, un comité *ad hoc* fut créé en 2010 pour veiller à la mise en œuvre de cette proposition. Une version préliminaire du guide pédagogique (*kecheng zhiyin* 課程指引), élaborée par le Conseil de préparation des programmes, fut publiée en mai 2011, accompagnée d'une période de consultation publique de quatre mois. Le guide pédagogique révisé fut annoncé officiellement dans les derniers mois de l'administration Tsang. Le 30 avril 2012, le Bureau de l'éducation déclara que l'éducation morale et patriotique serait introduite en tant que matière à part entière d'une « manière progressive » lors d'une période d'initiation de trois ans, avant de devenir obligatoire dans les écoles primaires en 2015 et dans celles du secondaire en 2016 [8].

La série d'incidents qui ont entraîné l'effusion de colère publique n'a toutefois pas eu lieu avant la fin du second mandat de Tsang. Le 4 juillet, plusieurs jours après la prise de fonctions de Leung Chun-ying comme nouveau Chef de l'exécutif, les médias ont rapporté la publication d'un manuel scolaire très controversé. Intitulé *Le modèle chinois* (*Zhongguo moshi* 中國模式), le manuel loue le Parti communiste chinois comme une organisation dirigeante progressiste, désintéressée et unie (*jinbu wusi yu tuanjie de zhizheng jituan* 進步、無私與團結的執政集團) et fait l'éloge de la nature démocratique (*minzhu xing* 民主性) et supérieure (*xiuyue xing* 優越性) du modèle politique chinois actuel. Le modèle idéal (*lixiang xing* 理想型) du système chinois contraste avec le lourd système électoral américain, dans lequel les gens subissent les conséquences catastrophiques de la compétition pernicieuse entre les partis (*zhengdang e'dou renmin dangzai* 政黨惡鬥，人民當災). Alors qu'il parle de manière critique de phénomènes tels que les appropriations de terres par la force (dont l'incident de Wukan), le scandale du lait contaminé et l'accident du train à grande vitesse à Wenzhou, le manuel se tient à l'écart des questions politiquement sensibles comme la Révolution culturelle ou la tragédie du 4 juin [1989] [9]. Un éditorial du *Ming Pao*, un journal local, condamna le manuel pour avoir « maquillé le Parti communiste chinois et l'autoritarisme à parti-unique », avec l'objectif à peine voilé de « lavage de cerveau politique » (*zhengzhi xinao* 政治洗腦) [10].

Le texte controversé fut compilé par le Advanced Institute for Contemporary China Studies de l'Université baptiste de Hong Kong, un organisme fondé en 2009 et dirigé par Victor Sit, un ancien membre de l'Assemblé nationale populaire. Cet institut travailla avec le Centre de services de l'éducation nationale (*guomin jiaoyu fuwu zhongxin* 國民教育服務中心), mis en place par la Fédération hongkongaise des travailleurs de l'éducation, une organisation pro-Pékin qui reçoit chaque année d'importantes subventions du gouvernement [11]. Entre 2008 et 2010, le Centre empocha jusqu'à 27,33 millions de HKD de subventions du Bureau de l'éducation.

Les liens douteux entre le gouvernement, les organisations pro-Pékin et les institutions de l'éducation perturbèrent le public. Des centaines de personnes joignirent leur voix dans une pétition sur internet dénonçant l'Université baptiste pour avoir sacrifié son intégrité académique au profit d'objectifs politiques discutables [12]. Des accords semblables portant sur la réalisation d'autres supports éducatifs furent bientôt révélés. Un autre programme, critiqué pour « endoctriner » des élèves du primaire crédules en

6. Gouvernement de Hong Kong, Discours de politique générale 2008-2009, www.policyaddress.gov.hk/08-09/eng/p123.html (consulté le 12 novembre 2012).
7. Gouvernement de Hong Kong, Discours de politique générale 2007-2008, www.policyaddress.gov.hk/07-08/eng/p116.html (consulté le 12 novembre 2012).
8. Communiqué de presse du gouvernement, « Committee on Implementation of Moral and National Education », 22 août 2012, www.info.gov.hk/gia/general/201208/22/P201208220223.htm (consulté le 12 novembre 2012).
9. Des exemplaires du manuel furent publiés en mars et distribués gratuitement dans les établissements du primaire et du secondaire à la mi-juin pour servir de documents de référence pour les débuts de l'éducation patriotique. Une copie scannée du manuel est visible en ligne, www.scribd.com/doc/99483509 (consulté le 12 novembre 2012).
10. « Youshi zhi shi jiehe jiazhang wei xiayidai bianzhi guomin jiaocai » (Les experts et les parents devraient s'unir pour concevoir les plans de cours d'éducation patriotique pour la prochaine génération), Éditorial du *Ming Pao*, 7 juillet 2012.
11. Site internet de la Fédération hongkongaise des travailleurs de l'éducation, www.hkfew.org.hk (consulté le 12 novembre 2012). Tan King-sin, « Xianggang guomin jiaoyu yao chaoyue zhengdang », *art. cit.*
12. Des pétitionnaires dénoncèrent la perte de liberté universitaire, faisant référence à une autre controverse politique impliquant le centre d'tudes de l'Université lors de l'élection du Chef de l'exécutif de 2012. Au sujet de la précédente controverse politique, voir Tanna Chong et Simpson Cheung, « Tang admits aide called university on half-done poll », *South China Morning Post*, 20 janvier 2012. L'institut est toutefois resté de marbre face aux critiques grandissantes. Il défendit le manuel dans une déclaration publiée sur internet et accusa « des groupes politiques particuliers » de choisir inustement certains passages pour lancer des critiques « dignes d'une campagne (politique) » (*yundongshi pipan*). De la même manière, le Centre se montra intransigeant. Même après que le secrétaire à l'Éducation Eddie Ng ait admis que le manuel était partisan, le directeur du Centre Yeung Yiu-chung contesta publiquement la remarque de Ng en disant que le contenu était objectif et que ne pas l'utiliser pour l'enseignement serait un « gâchis » et un acte « d'auto-enfermement » (*ziji fengbi ziji*). « Jiaolian Yang Yaozhong fanji » (Yeung Yiu-chung réplique), *Ming Pao*, 7 juillet 2012.

cultivant sans réflexion les notions sentimentales du patriotisme, fut rédigé par une organisation liée à la City University of Hong Kong après avoir reçu un parrainage de 8 millions de HKD du Quality Education Fund. Le Plan de Programme d'études complet pour Hong Kong a été adopté dans au moins 18 écoles primaires lors des trois dernières années [13].

Un autre aspect qualifié de problématique fut le Programme pour les résultats affectifs et sociaux (PRAS) (*qingyi ji shejiao biaoxian pinggu* 情意及社交表現評估), introduit par le Bureau de l'éducation. Le PRAS consiste en une série d'échelles sur lesquelles les élèves ont à évaluer leurs performances. L'une de ces échelles est intitulée « Identité nationale et citoyenneté mondiale », utilisée comme « un index des devoirs envers la nation, de l'attachement émotionnel envers le pays, du sens de la citoyenneté du monde et de l'attitude envers la patrie » des écoliers. Lors de sa mise en œuvre, les écoles ont décidé des mesures telles que « nous devons soutenir le pays même si les gens pensent que le pays a fait quelque chose de mauvais » ou « nous devons acheter des produits fabriqués en Chine pour protéger l'emploi en Chine » [14].

La position défavorable qu'a adoptée l'opinion publique sur le sujet quelques jours après la passation de pouvoir a pris l'administration Leung par surprise. Les profonds soupçons pesant sur la relation du nouveau Chef de l'exécutif avec Pékin – des sentiments que Henry Tang Ying-yen, l'adversaire de Leung pour le poste suprême, avait effectivement exploités pendant la campagne et que les propres actions entreprises par Leung avaient contribué à aggraver – ne firent qu'augmenter l'inquiétude générale au sujet de l'éducation patriotique et consolida la défiance à l'égard du nouveau gouvernement. Des commentaires peu judicieux et irréfléchis de la part des partisans pro-Pékin de l'éducation nationale n'aidèrent guère à apaiser l'inquiétude. Exactement au moment ou les protestations contre le « lavage de cerveau » prenaient de l'ampleur, Wong Chi-man, le représentant du Centre de services de l'éducation nationale, était cité pour avoir déclaré que « toute forme d'éducation était, dans une certaine mesure, destinée à produire un "lavage de cerveau" » : « Je pense que le mot "lavage de cerveau" est trop négatif. Il évoque quelque chose du genre d'*Orange mécanique* » [15].

Militantisme contre « endoctrinement rouge »

Ce qui s'ensuivit fut une rare coopération entre les différentes forces de la société opposées à l'éducation patriotique et la mise en place d'une action civique comparable par son ampleur à la manifestation du 1er juillet 2003 grâce à laquelle les citoyens avaient réussi à bloquer l'introduction d'un amendement sécuritaire anti-subversion à la loi fondamentale de Hong Kong. La première manifestation de masse eut lieu le 29 juillet avec la participation, selon les organisateurs, de 90 000 personnes [16]. Un mois plus tard, alors que les vacances d'été tiraient vers leur fin, un mouvement du nom d'« Occupy Tamar » prit place devant le quartier général du gouvernement à Admiralty, animé par des manifestants entièrement vêtus de noir [17]. Le siège dura 10 jours, pendant lesquels fut organisée une grève de la faim, jusqu'à ce que l'administration Leung fasse marche arrière le 8 septembre en annulant la période d'essai de trois ans et en promettant que l'éducation patriotique ne serait pas introduite comme matière indépendante durant son mandat.

Un des faits qui méritent spécialement d'être soulignés est le rôle incroyablement marginal joué par les partis politiques de la ville, et en particulier People Power, habituellement véhément, lors de cette démonstration de volonté collective. Bien que les pandémocrates aient rejoint les opposants à l'éducation patriotique, ils n'étaient pas les instigateurs de l'important mouvement qui a fini par contraindre le gouvernement à changer d'avis. Au lieu de cela, le groupe de pression à l'origine de la victoire était composé d'étudiants, de parents et d'enseignants sans engagement politique homogène. L'Alliance civique contre l'éducation patriotique (*minjian fandui guomin jiaouyu ke dalianmeng* 民間反對國民教育科大聯盟) fut fondée en juillet 2012 et dirigée par l'organisation étudiante Scholarism (*xuemin sichao* 學民思潮), le Groupe des parents préoccupés par l'éducation patriotique et la Fédération des professeurs professionnels de Hong Kong. Parmi ces trois groupes, les jeunes activistes post-années 1990 de Scholarism se sont attirés les félicitions d'une grande partie de la société et ont apporté une « lueur d'espoir » au rêve démocratique de la ville, selon les mots du chroniqueur politique Albert Cheng [18].

Scholarism a été fondé par trois étudiants du secondaire en mai 2011 après la parution pour consultation de la version préliminaire du guide pédagogique alors que son dirigeant principal, Joshua Wong Chi-fung, n'avait que 15 ans. Scholarism utilisa le réseau social Facebook pour attirer l'attention sur l'éducation patriotique et recruter des partisans, ce qui lui permit de compter sur l'adhésion de plus de 200 étudiants. Financé par le propre argent de poche des membres ainsi que des dons récoltés lors de rassemblements de rue, le groupe était organisé de façon efficace et avaient réparti les tâches entre des équipes chargées de la direction à suivre, des relations publiques, de la musique et des actions à mener sur le terrain [19]. Pendant la durée du mouvement « Occupy Tamar », qui nécessitait une préparation minutieuse allant du montage de tentes à l'installation du matériel sonore, les jeunes militants firent montre « d'une discipline et de talents d'organisation exceptionnels » et ont fourni aux manifestants un large choix de boissons et d'en-cas « à faire pâlir [la chaîne de superettes] 7-Eleven » [20]. Ils ont également fait preuve de flair politique en maintenant une distance prudente avec les partis politiques, en les mettant en garde pour empêcher le mouvement d'être pris en otage par des politiciens connus et éviter les accusations de n'être que des marionnettes. Depuis le début, le mouvement est resté singulièrement centré autour de la question de l'éducation patriotique, et ce fut en fait l'une des raisons majeures de son succès final.

La grande visibilité des actions militantes de Scholarism attira sur lui les critiques et la censure. Alex Lo, un éditorialiste du *South China Morning Post* prétendit que le mouvement se comportait comme « une secte extrémiste impliquant de jeunes enfants ». Dans un papier titré « Mais qui lave le cerveau de qui ? », il écrivit ceci : « Eh bien, n'avons-nous pas un gourou à pré-

13. Le contenu du programme est disponible en ligne, http://ne.actin-education.hk/Website/ne/swf/NE%20touch%20flash/Flash_touch_160511_3.5.2_updated29.swf (consulté le 12 novembre 2012)
14. « Xuesheng aiguo pinghe wen yingfou ting guohuo » (Des étudiants interrogés sur leur soutien aux produits made in China lors d'une "évaluation patriotique"), *Ming Pao*, 18 juillet 2012.
15. Alexis Lai, « 'National education' raises furor in Hong Kong », CNN, 30 juillet 2012, http://edition.cnn.com/2012/07/30/world/asia/hong-kong-national-education-controversy/index.html (consulté le 12 novembre 2012).
16. La police estime le nombre de particpants à 32 000.
17. Le mouvement a enregistré un record de participation à 120 000 personnes lors de la nuit la plus active.
18. Albert Cheng, « HK's young activists bring hope of democracy », *SCMP* Insight & Opinion, 14 septembre 2012.
19. Emily Ting, « No thought control », *SCMP Young Post*, 31 juillet 2012, http://www.yp.scmp.com/home/website/Article.aspx?id=4394 (consulté le 12 novembre 2012) ; « Xuemin sichao quan jilu » (Record of Scholarism), *iSun Affairs*, 26 juillet 2012, www.isunaffairs.com/?p=9552 et http://www.isunaffairs.com/?p=9558 (liens consultés le 12 novembre 2012).
20. Alex Lo, « National education a lost cause for CY », *SCMP*, 3 septembre 2012.

sent ? », « Mais on voit au grand jour l'enthousiasme pur, la rébellion de la jeunesse, son rejet de tout, son intransigeance et son mépris total des autorités » [21]. Asia Television (ATV), une antenne locale, alla plus loin dans la calomnie en qualifiant Scholarism de « pion » (*qizi* 棋子) manipulé par les politiciens et soutenu par les puissances étrangères de Londres et Washington. Le 3 septembre, *ATV Focus*, une émission de discussion sur l'actualité diffusée à une heure de grande écoute en semaine, dépeignit Hong Kong comme divisée entre le « camp constructif » (*jianshepai* 建設派) et le « camp destructeur » (*pohuaipai* 破壞派). Les militants étudiants étaient catalogués comme de « jeunes voyous obstinés » (*renxing shiqi de eshao* 任性使氣的惡少) qui seraient « extrêmement pauvres au jeu politique », et on y ajoutait la menace à peine dissimulée qu'ils seraient en train de faire courir un risque à leur âme, leurs études et leur futur [22]. On sut que la programmation de l'émission avait été confiée à Louie King-bun, ancien rédacteur en chef du quotidien pro-Pékin *Ta Kung Pao* [23]. En fait, le lendemain de cette diffusion, le *Ta Kung Pao* attaqua en une les enseignants et les militants qui avaient pris part à la grève de la faim contre l'éducation patriotique en les traitant de « main noire » (*heishou* 黑手) sous la coupe de groupes politiques.

L'émission provocatrice de ATV déclencha un déluge de protestations. Des dizaines de milliers de personnes écrivirent à l'autorité en charge des communications pour dire que le programme n'avait pas respecté le code de bonnes pratiques défendu par les autorités et selon lequel les bénéficiaire d'une licence d'émettre en clair doivent s'assurer que leurs émissions sont précises et impartiales. Le rédacteur en chef d'*ATV News* démissionna [24]. Chang Ping, l'un des éditorialistes chinois les plus connus, appela cet épisode « l'instant 4/26 ». Il dressa un parallèle avec le mouvement pour la démocratie de 1989 de la place Tiananmen – « les mêmes têtes jeunes, le même acier dans leurs regards, la passion brûlante, la même audace » – et compara l'émission d'ATV à l'éditorial du 26 avril 1989 du *Quotidien du Peuple* qui parlait de soulèvement au sujet des manifestations pacifiques. Il décrivit les mêmes tactiques mises en œuvre contre les étudiants : dénigrer leur intelligence en les décrivant comme des marionnettes manipulées et les considérer comme une grave menace contre la stabilité sociale [25]. L'attachement à l'expression « main noire » n'est pas nouveau – il a été diversement appliqué aux défenseurs de la démocratie, par exemple au Prix Nobel de la paix Liu Xiaobo. D'une manière inquiétante, ces chaînes d'information hongkongaises se servent avec fidélité du même genre de stratégies et du même vocabulaire.

Les médias du continent ne couvrirent pas les manifestations à Hong Kong dans leur intégralité. Et lorsqu'ils le firent, ils montrèrent clairement leur désapprobation. Un éditorial du *Global Times* exprima sa surprise face « aux fortes émotions et au manque de rationalité » qui obnubilait la société Hongkongaise, déclarant même qu'elle se comportait comme « Le Caire l'année dernière » plutôt que comme « une société démocratique développée » [26]. La plupart du temps, ces médias firent l'impasse sur le sujet. Le compte *Sina Weibo* de Scholarism fut bloqué, et des gens rapportèrent que, pendant un moment, les mots-clés « éducation patriotique » et « Leung Chun-ying » furent eux aussi bloqués dans les résultats de recherche sur les microblogs [27].

La censure n'empêcha toutefois pas les Chinois du continent d'exprimer leur solidarité avec le mouvement qui faisait rage de l'autre côté de la frontière. Parmi les plus bruyants faisaient partie ceux qui vivent et travaillent dans la RAS. Lors d'une intervention dans un forum public, les journalistes Hui Kei et Zang Jieping, basés à Hong Kong, partagèrent leur expérience d'être amenés par le système éducatif chinois à aimer sans conditions le Parti communiste. « L'éducation patriotique est présentée de façon à ne pas ressembler à du lavage de cerveau, comme cela les Hongkongais voudront bien faire un essai », avertit Zhang. « Mais une fois que les idées ont pris racine, il serait impossible de faire marche arrière. » [28] Un autre essai qui circula largement fut écrit par un étudiant du continent vivant à Hong Kong dans lequel son auteur critiquait avec force l'éducation patriotique parce qu'elle encourageait la glorification irréfléchie et la répétition de ce que les enseignants comme les élèves savent être des mensonges [29]. De manière déconcertante, les gestes de soutien de ce genre se sont avérés dangereux. Zhang Xuedong, professeur de droit et de science politique à l'Université de Chine orientale de Shanghai fut suspendu pour avoir diffusé des opinions défavorables à l'éducation patriotique sur son compte *Sina Weibo*. Opposant déclaré, Zhang avait précédemment demandé dans une pétition au ministre chinois de l'Éducation, Yuan Guiren, de supprimer les cours et les examens de marxisme obligatoires pour les étudiants de l'université. [30]

Un patriotisme aux accents hongkongais ?

Le débat sur l'éducation patriotique a attiré l'attention sur la question fondamentale de ce que patriotisme et nationalisme signifient pour la RAS : devrait-il vraiment exister une forme de « nationalisme aux accents hongkongais » ? « Il est aussi triste que ridicule de constater que, tandis que le monde a soif de connaître et de comprendre un pays qui abrite un cinquième de la population mondiale et constitue la deuxième plus importante économie du monde, nous à Hong Kong rejetons ce besoin », écrivit un maître de conférences de l'Université chinoise de Hong Kong. « Les jeunes de Hong Kong connaissent si peu la Chine que l'étudier est aussi nécessaire qu'apprendre les additions et les soustractions. » [31] Ce serait pourtant une grave erreur que de considérer de façon simpliste tous les opposants à l'éducation patriotique comme des gens refusant d'apprendre quoi que ce soit sur la Chine. Beaucoup de gens étaient contre l'éducation patriotique telle qu'elle avait été imaginée et conçue par le Bureau de l'éducation, et pas obligatoirement contre l'introduction de la matière elle-même.

21. Alex Lo, « Just who is brainwashing whom? », *SCMP*, 5 septembre 2012.
22. La vidéo et sa transcription sont disponibles sur le site de ATV, www.hkatv.com/v5/11/atv_focus (consulté le 12 novembre 2012).
23. Simpson Cheung et Laura Zhou, « 10,000 complain over ATV programme calling Scholarism a 'pawn' », *SCMP*, 5 septembre 2012.
24. *Ibid.*
25. Chang Ping, « HK's student protesters must stay focused on national education », *SCMP* Insight & Opinion, 8 septembre 2012.
26. « Mainland has no desire to change HK », *Global Times*, 10 septembre 2012, http://www.globaltimes.cn/DesktopModules/DnnForge%20-%20NewsArticles/Print.aspx?tabid=99&tabmoduleid=94&articleId=732083&moduleId=405&PortalID=0 (consulté le 12 novembre 2012).
27. Ada Lee, « Scholarism's Joshua Wong embodies anti-national education body's energy », *SCMP*, 10 septembre 2012.
28. Jennifer Ngo, « HK-based journalists from mainland label national education 'brainwashing' », *SCMP*, 19 August 2012.
29. Hu Qingxin, « Ni yongyuan meiyou banfa jiaoxing zhuangshui de ren » (Il est impossible de réveiller celui qui fait semblant de dormir). Le texte intégral est disponible sur le site de House News, http://thehousenews.com/patriotism/%E4%BD%A0%E6%B0%B8%E9%81%A0%E6%B2%92%E6%9C%89%E8%BE%A6%E6%B3%95%E5%8F%AB%E9%86%92%E8%A3%9D%E7%9D%A1%E7%9A%84%E4%BA%BA (consulté le 12 novembre 2012).
30. John Kennedy, « Shanghai academic quits CCP after teaching duties suspended », *SCMP*, 10 septembre 2012.
31. C. K. Yeung, « Critical reflection needed on national education », *SCMP* Insight & Opinion, 16 août 2012.

Les plus fortes critiques concernent la forme de nationalisme qui est encouragée, telle que définie par le guide pédagogique d'éducation morale et patriotique. Tsang Wing-kwong, professeur à l'Université chinoise, souligne que telle que proposée, l'éducation patriotique encourage une forme primitive et essentialiste de nationalisme, totalement inadaptée à Hong Kong et incompatible avec la situation de la RAS, qui est érigée sur les valeurs désuètes de liens de parenté, d'ancrage géographique limité, et de sentiments de consanguinité que l'on retrouve dans des concepts comme « le sang est plus épais que l'eau » (*xuenong yushui* 血濃於水), « les descendants de Yanhuang » (*Yanhuang zisun* 炎黃子孫), et « les fils et filles du pays du Fleuve jaune » (*Huanghe dadi de ernü* 黃河大地的兒女). Ce genre de nationalisme ethnique fondé sur les notions profondément enracinées et définies de manière très étroite de « mêmes origines, mêmes cœurs » (*tonggen tongxin* 同根同心) amalgame souvent « famille » avec « nation » et mène facilement à un ethnocentrisme exclusiviste. La version préliminaire du guide pédagogique adopte également une approche « basée sur les émotions » (*yiqing weiben* 以情為本) ou l'« inspiration par la passion » (*yiqing yinfa* 以情引發) pour éduquer les jeunes [32].

Selon Tsang, c'est la culture d'un « nationalisme civique » qui est adaptée à Hong Kong. Par contraste avec le nationalisme ethnique qui fonde la solidarité sur des éléments irréductibles et immuables comme les liens du sang, le nationalisme civique met l'accent sur un sentiment de « camaraderie » édifié grâce à la participation égale de tous et la coopération mutuelle qui surgissent au sein de ce que le penseur allemand Jürgen Habermas appelle une « communauté de citoyens », dont la vision collective est de partager un même destin (*gongtong mingyun* 共同命運) et d'être embarqués sur le même bateau (*tongzhou gongji* 同舟共濟). Eric Ma, professeur à l'Université chinoise, avance un argument similaire ; toute forme d'éducation patriotique dans la ville doit chercher à former des « ressortissants-citoyens » (*gongmin guomin* 公民國民) qui respectent un forme humanité fondamentale et ne font pas de distinction entre « nous » et « eux » en choisissant amour et haine selon les liens du sang [33].

Alors que certains pensaient que l'on pourrait garder l'éducation patriotique en tant que matière une fois ôtés ses contenus problématiques, d'autres faisaient valoir une réforme plus fondamentale qui remplacerait l'éducation *guomin* par de des cours d'éducation civique ou citoyenne (*gongmin jiaoyu* 公民教育). Les minorités ethniques de Hong Kong, par exemple, se sont ralliées aux opposants de l'éducation patriotique, expliquant que le programme prévu les marginalisait et risquait d'attiser le racisme [34]. Un conseiller honoraire de l'Association hongkongaise des proviseurs du secondaire recommande la mise en place de cours d'éducation à la citoyenneté qui cultive un « patriotisme démocratique et constructif » à travers la promotion des valeurs universelles du multiculturalisme, du pluralisme et du cosmopolitisme [35]. La Hong Kong Alliance for Civic Education a travaillé depuis 2002 à préparer du matériel éducatif dans cette perspective [36].

Un second point de litige est l'introduction de cours d'éducation patriotique avec une urgence suspecte alors que l'enseignement de l'histoire chinoise elle-même est négligé depuis plus d'une décennie. Dans la réforme du programme scolaire débutée en 2000, il a été décidé que l'enseignement de l'histoire chinoise ne serait plus nécessaire en tant que matière à part entière et indépendante. L'enseignement de l'histoire chinoise peut être à la place fractionné et réparti, par exemple aux côtés de l'histoire mondiale, ou bien en l'intégrant dans un programme de lettres élargi. À peine 5 % du total des heures de cours doivent être consacrées à des sujets liés à l'histoire chinoise. En 2008, seuls 70 % environ des établissements du secondaire avaient conservé l'histoire chinoise sur la liste des matières enseignées [37]. À peine plus de 8 300 des 73 000 candidats du diplôme de fin d'études secondaires de 2012 ont choisi de passer l'examen d'histoire chinoise, la moitié des effectifs, par exemple, de celui de chimie ou d'économie. Et ce chiffre devrait continuer à diminuer [38].

Depuis, de nombreuses voix ont demandé le retour de l'histoire chinoise comme matière obligatoire dans les classes de collège. En 2008, la Fédération hongkongaise des travailleurs de l'éducation a joint ses forces avec Convergence éducative et deux autres groupes d'enseignants d'histoire pour former le « groupe d'action uni pour la popularisation de l'éducation à l'histoire nationale » (*guanzhu puji guoshi jiaoyu lianhe xingtongzu* 關注普及國史教育聯合行動組) qui a fait une pétition demandant à l'administration Tsang de remettre la matière au programme. Puis en juin 2011, après que le gouvernement ait communiqué le document préparatoire sur la consultation au sujet de l'éducation morale et nationale, le Parti démocratique présenta une motion visant à rétablir l'histoire chinoise. Ironiquement, la demande fut bloquée par le camp pro-establishment [39]. Le manque apparent d'intérêt pour l'enseignement de l'histoire chinoise contrastait fortement avec l'enthousiasme affiché en faveur de l'éducation patriotique et mit assez bien la puce à l'oreille de l'opinion quant aux intentions réelles cachées derrière l'insistance en faveur de l'introduction du programme.

"Dé-siniser" Hong Kong

La controverse autour de l'éducation patriotique a également conduit à un vif débat autour du phénomène de la « dé-sinisation » (*qu Zhongguohua* 去中國化) de Hong Kong. Le terme « dé-sinisation » a surtout été associé aux mouvements en faveur de l'indépendance de Taiwan ou de « taïwanisation » (*Taiwan bentuhua yundong* 臺灣本土化運動), qui ont mené à des campagnes visant à éliminer l'influence chinoise et à renforcer le séparatisme de l'identité taïwanaise sous le gouvernement de Chen Shui-bian entre 2000 et 2008. Pour Pékin, l'étiquette de dé-sinisation recouvre le crime majeur de militer pour la sécession, le séparatisme et l'indépendance dans le but de rompre avec la Chine.

Alors que le débat sur l'éducation patriotique faisait rage, deux chroniqueurs du *Yazhou Zhoukan* (亞洲週刊), un magazine fondé en 1987 par Time Warner et racheté par le groupe du *Ming Pao*, écrivirent que la controverse mettait la ville dans une situation de crise de dé-sinisation « très dangereuse » (*qu Zhongguohua weiji* 去中國化危機). Tan King-sin expliqua que les opposants à l'éducation patriotique avaient jeté le bébé « Chine »

32. Tsang Wing-kwong, « Xianggang tequ guomin jiaoyu de yilun pipan » (Une critique du débat autour de l'éducation ptriotique dans la RAS de HK), *Jiaoyu Xuebao*, vol. 39, n° 1-2, 2011, p. 1-24.
33. Eric Ma Kit-wai, « Blood thicker than water: Are the Chinese born to love their country? », *Ming Pao* Opinion, 8 octobre 2012.
34. On estime que 14 000 étudiants des écoles financées par le gouvernement sont originaires de minorités ethniques. Christy Choi, « HK minorities urge the use of civic study instead of national education », *SCMP*, 23 août 2012.
35. Wong Wai-yu, « Some suggestions toward resolving the present situation concerning Moral and National Education », *Ming Pao* Opinion, 6 octobre 2012.
36. « Xiang Gang: Renmin jiaoyu zai minjian » (Hong Kong: l'éducation civique dans la société), *iSun Affairs*, 26 juillet 2012, www.isunaffairs.com/?p=9602 (consulté le 12 novembre 2012).
37. Lee Chi-hung, « Zhongguo lishi jiaoyu yushi bingjin » (L'enseignement de l'histoire chinoise avance avec le temps), Bureau de l'Éducation, www.edb.gov.hk/index.aspx?nodeID=6389&langno=2 (consulté le 12 novembre 2012).
38. Communiqué de presse de la Hong Kong Examinations and Assessment Authority, « 2012 Hong Kong Diploma of Secondary Education (HKDSE) Examination Results Released ».
39. Dennis Chong, « Bring back Chinese history, say lawmakers », *SCMP*, 17 juin 2012.

(*Zhongguo* 中國) avec l'eau sale du bain du « Parti communiste chinois » (*Zhonggong* 中共). La « Chine » est devenue l'otage des politiques et la cible d'une diabolisation (*bei yaomohua* 被妖魔化) ininterrompue.[40] Le rédacteur en chef Yau Lop-poon mit en garde qu'en ne faisant pas de distinction claire entre le Parti et l'État (*dangguo bufen* 黨國不分), « sans que l'on ne s'en aperçoive, les opinions anti-communistes se transforment en sentiments anti-Chine »[41]. Yau expliqua que Hong Kong était en train de « perdre la Chine » (*Xianggang zhengzai shiqu Zhongguo* 香港正在失去中國) et de se transformer en ville anhistorique (*qu lishi de chengshi* 去歷史的城市) et appela la population à redécouvrir sa propre narration et ses propres connaissances sur la Chine (*minjian Zhongguo lunshu* 民間中國論述).

Le débat sur la dé-sinisation fut déclenché par les drapeaux britanniques et les bannières coloniales de Hong Kong brandis lors de récentes manifestations, notamment dans des cortèges contre l'éducation patriotique. Le groupe Facebook « Hissez le drapeau de Hong Kong » (*Xianggangqi piaoyang* 香港旗飄揚) par exemple défendit l'usage du drapeau colonial pour exprimer son mécontentement à l'égard de l'administration actuelle et pour « s'opposer à la gouvernance coloniale de la Chine sur Hong Kong » (*fandui Zhongguo dui Xianggang shixing zhimin tongzhi* 反對中國對香港實行殖民統治). Les articles de Tan et Yau mentionnèrent également l'attention croissante autour du Mouvement pour l'autonomie de la cité-État de Hong Kong (*Xianggang chengbang zizhi yundong* 香港城邦自治運動). Au début, le Mouvement pour l'autonomie s'était basé sur les écrits influents du Dr. Chin Wan-kan, professeur d'études chinoises à l'Université Lingnan [de Hong Kong]. Chin Wan-kan explique que Hong Kong possède une forme de « pureté » qu'elle ne devrait pas abandonner et s'exprime en faveur de sa transformation en cité-État autonome[42]. La publicité du Mouvement pour l'autonomie a grandi avec l'aggravation, par une série d'incidents, des relations, déjà tendues, entre continentaux et Hongkongais. À la mi-septembre, la campagne « Libérez la station Sheung Shui » (*guangfu Shangshui zhan* 光復上水站) fut organisée par des internautes brandissant des drapeaux britanniques et des pancartes sur lesquelles était écrit « Chinois, cassez-vous en Chine ! » afin de protester contre l'afflux de revendeurs alimentant le marché gris.

Les articles du *Yazhou Zhoukan* furent accueillis avec une certaine appréhension par certains intellectuels de la cité. Le journaliste Ng Chi-sum écrivit une réponse inquiète mettant en garde contre l'attitude imprudente de faire coiffer du chapeau de la dé-sinisation (*koushang qu Zhongguohua de maozi* 扣上「去中國化」的帽子) le mouvement anti-éducation patriotique. Ng rappela que le Mouvement pour l'autonomie restait très minoritaire dans la ville et avait peu, voire pas, d'influence sur le mouvement anti-éducation patriotique. Plus que la dé-sinisation, le mouvement tentait d'éliminer l'influence du Parti communiste chinois et d'empêcher un phénomène de vénération à son égard (*qu Zhonggonghua* 去中共化). Utiliser l'étiquette de la dé-sinisation est une manœuvre dangereuse qui met la société civile hongkongaise sur le même pied que ceux qui manifestent pour l'indépendance de Taiwan[43].

La prémonition de Ng d'une escalade politique se réalisa. Alors que les manifestations contre l'éducation patriotique s'essoufflaient en octobre, des fonctionnaires du gouvernement commencèrent à contre-attaquer par une série de remarques qui firent grand bruit en visant les « forces » appelant à l'indépendance (*Gangdu shili* 港獨勢力). Le *China Daily* qualifia carrément le débat sur l'éducation morale et nationale de « duel politique entre les militants de la reconnaissance de l'identité nationale et ceux que "l'indépendance de Hong Kong" »[44]. Chen Zuo'er, l'ancien vice-directeur du Bureau des affaires hongkongaises et macanaises de Pékin, prévint que les forces séparatistes étaient en train de « se répandre comme un virus » dans la RAS[45]. L'ancien directeur du Bureau, Lu Ping, s'en prit aux défenseurs du séparatisme, des « crétins finis », et fit valoir avec hargne que ceux-ci devraient renoncer à leur nationalité chinoise, sachant que « ça ne dérangerait pas [la Chine] de perdre cette poignée d'habitants »[46]. Selon certaines analyses, la RAS est décrite comme une base arrière servant aux étrangers à planifier la déstabilisation de la Chine. On pouvait lire dans un article du *China Daily* que « Hong Kong est devenue une tête de pont pour les puissances occidentales menées par les États-Unis [...] qui ont entraîné un grand nombre de locuteurs natifs à se comporter comme leurs fonctionnaires, suivis d'un nombre encore plus important de disciples »[47]. Lew Mon-hung, délégué de la Convention consultative politique du peuple chinois, prétendit que Hong Kong est reconstruite comme une tête de pont pour les Américains afin de leur permettre provoquer une « Révolution de couleur » en Chine[48].

L'intensification inquiétante du débat sur l'éducation patriotique contre le contexte d'hostilité mutuelle grandissante est la preuve du caractère fragile et volatile des relations entre le continent et Hong Kong. Un éditorial du *Ming Pao* mettait, à raison, en garde contre le fait que les expressions politiquement connotées de « dé-sinisation » et de « forces séparatistes » risquaient de faire passer la politique de la cité sur le terrain des luttes idéologiques (*shanggang shangxian* 上綱上綫) à travers la fabrication de faux ennemis et de contradictions (*diwo maodun* 敵我矛盾)[49]. Si Pékin venait à accréditer le diagnostic selon lequel Hong Kong se trouve sous la menace « virale » de forces rivalisant pour l'indépendance, un plus grand interventionnisme dans les affaires de la RAS à travers ses officines comme les Bureau central de liaison serait légitimé comme le remède nécessaire.

Le gouvernement dans l'impasse

L'un des défis majeurs du nouveau gouvernement hongkongais sera de gérer les relations de plus en plus délicates entre Hong Kong et le continent. Il devra montrer sa loyauté envers Pékin, apaiser ses partisans locaux et en

40. Tan King-sin, « Xianggang guomin jiaoyu zhi zheng jue qu Zhongguohua weiji » (Le débat sur l'éducation patriotique à Hong Kong doit éviter la crise de la dé-sinisation), *Yazhou Zhoukan*, vol. 26, n° 33, 2012, http://www.yzzk.com/cfm/Content_Archive.cfm?Channel=ae&Path=2283519512/33ae1a.cfm (consulté le 12 novembre 2012).
41. Yau Lop-poon, « Gangren yao xunhui minjian Zhongguo lunshu » (Les Hongkongais doivent redécouvrir leur propre narration de la Chine), *Yazhou Zhoukan*, vol. 26, n° 37, 2012, http://yzzk.com/cfm/inews.cfm?Path=2254475392&File=20120906/yz041636.htm (consulté le 12 novembre 2012).
42. Le site internet du mouvement est disponible à l'adresse http://hkam2011.blogspot.hk/2011/06/blog-post_25.html (consulté le 12 novembre 2012).
43. Ng Chi-sum, « Fan xinaoshi guomin jiaoyu jiushi qu Zhongguohua ma? » (S'opposer au lavage de cerveau de l'éducation patriotique, est-ce "dé-siniser" ?), *Ming Pao* Opinion, 21 août 2012, http://news.sina.com.hk/news/20120821/-6-2750033/1.html (consulté le 12 novembre 2012).
44. Keung Kai-hing, « 'HK independence' attempt a display of political naivete », *China Daily*, 18 octobre 2012.
45. « Chen Zuo'er: Gangdu shili ru bingdu manyan » (Chen Zuo'er : les forces de pour l'indépendance de Hong Kong se répandent comme un virus), *Ming Pao*, 15 octobre 2012.
46. Gary Cheung and Stuart Lau, « Love China or leave, Lu Ping tells Hong Kong's would be secessionists », *SCMP*, 1 novembre 2012. Lu Ping, « HK can't do without mainland », *SCMP* Letters to the Editor, 12 octobre 2012.
47. Keung Kai-hing, *art. cit.*
48. Lew Mon-hung, « Qu Zhongguohua shi fanduipai peihe Mei chongfan Yatai de zhengzhi biaoyan » (La désinisation, c'est le résultat de la coopération du camp adverse avec le retour de l'Amérique sur la scène politique asiatique), *Wen Wei Po*, 24 septembre 2012.
49. « Gangdu maozi buneng luankou » (On ne peut pas porter le chapeau de "l'indépendance de Hong Kong" à sa guise), éditorial du *Ming Pao*, 26 octobre 2012.

Tableau 1 – Comparaison du résultat des élections du Conseil législatif de Hong Kong en 2008 et 2012.

	Élection du conseil législatif de 2008	Élection du conseil législatif de 2012
Circonscriptions géographiques (CG)	30	35 Deux sièges ajoutés pour les Nouveaux territoires Est, un siège chacun pour les Nouveaux territoires Ouest, Kowloon Est et l'Île de Hong Kong.
Circonscriptions fonctionnelles (CF)	30	35 CF traditionnelles 5 Conseil de district (second siège)
Total	60	70

même temps être à l'écoute d'une société civile qui fait de plus en plus entendre sa voix. La controverse sur l'éducation patriotique a mis en évidence les considérations complexes et les difficultés potentielles associées à cette tâche, et la gestion par l'administration Leung de cette crise aux évolutions rapides laissait à désirer. Le déclenchement du mouvement « Occupy Tamar » laissa Leung résolument immobile. Même après cinq jours de siège, Leung déclara aux manifestants que la « précondition » des négociations « ne pouvait pas être le retrait ou non » du programme [50]. Il changea d'avis cinq jours plus tard, jurant de ne pas introduire l'éducation patriotique durant son mandat.

Il est clair que l'administration nouvellement nommée était inexpérimentée. Un haut fonctionnaire admit plus tard que le gouvernement était débordé par le mélange entre un ministre de l'Éducation « tout neuf » et des hauts fonctionnaires « porteurs de gros dossiers » qui, ayant participé à la préparation de l'éducation patriotique pendant des années sous l'administration Tang, ne voyaient dans sa mise en œuvre que « le cours normal des choses » qui devait suivre « les procédures opérationnelles standard » [51]. Néanmoins, le retard de l'administration à réagir montra également qu'elle était à cheval sur deux positions. D'un côté, elle a mésestimé l'étendue de l'opposition publique ainsi que sa ténacité, et a dû lutter avec retard pour conserver sa légitimité populaire. De l'autre côté, elle devait prendre en compte les intérêts politiques de ses propres partisans au sein du gouvernement, dont entre autres de nombreux groupes favorables à Pékin qui s'opposaient à l'opinion publique et avaient défendu l'éducation patriotique.

L'importance stratégique des deux se trouva accrue par l'élection du Conseil législatif qui eut lieu en septembre 2012 et qui devait décider de la composition de la nouvelle législature de la ville pour les quatre années à venir. L'élection de 2012 était importante dans la mesure où il s'agissait de la première à se tenir après la mise en place du paquet législatif de 2010 visant à réformer la constitution. Selon les nouvelles règles, le nombre de siège était augmenté de 60 à 70, avec 5 sièges additionnels pour les circonscriptions géographiques (CG) et autant pour les circonscriptions fonctionnelles (CF). Les CF ont été critiquées depuis leur création parce qu'elles seraient dominées par des groupes d'intérêts particuliers anti-démocratiques et liés à Pékin, et élues sur des mandats extrêmement limités. Au lieu de cela, tous les électeurs enregistrés qui n'avaient pas le droit de vote pour les CF traditionnelles pouvaient voter pour les cinq nouveaux sièges des CF, appelés « super-sièges » dans le langage courant. Assis sur un mandat donné par un corps plus large, les super-sièges offraient aux camps pro-establishment et pan-démocrate un nouveau champ de bataille.

Au début, le gouvernement, aiguillonné par les inquiétudes du camp pro-establishment qu'un recul sur l'éducation patriotique aiderait les pan-démocrates à gagner du capital politique, insista pour mettre en place le programme. Leur sous-estimation de la résistance du public finit par obliger le gouvernement à abandonner en désordre son plan juste la veille de l'élection afin d'éviter une déroute électorale. L'attitude univoque des pan-démocrates contre l'éducation patriotique semblait toutefois n'avoir renforcé que faiblement leur soutien électoral. Malgré leurs bons résultats dans les CF, où ils s'assurèrent de 3 des 5 super-sièges et passèrent le nombre de leurs sièges dans les CF traditionnelles de 4 à 6, ils n'obtinrent que 18 des 35 sièges des CG, ce qui constituait un résultat décevant comparé aux 19 sièges sur 35 remportés 4 ans plus tôt [52].

Il reste encore difficile de dire si la concession de dernière minute accordée par Leung a calmé certains électeurs et par là même a aidé le camp pro-establishment lors de l'élection. De nombreuses victoires de candidats pro-establishment peuvent être attribuées à un formidable système de planification centralisée et de coordination méticuleuse (*peipiao* 配票) qui s'est montré particulièrement utile dans un scrutin proportionnel par liste de partis utilisant le quotient de Hare. En fait, certains, dans le camp pro-establishment, ont trouvé que la reculade de Leung tombait à un moment étonnamment mal choisi. Lau Nai-keung, un membre du Comité constitutionnel du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, qualifia l'annonce inopportune de Leung de « manœuvre politique maladroite » que personne n'a apprécié. « Pour ceux qui ont bravé des pressions indescriptibles pour montrer leur soutien à l'éducation patriotique, ceci équivaut à une trahison sans scrupules », a t-il déclaré [53]. Un défi grandissant pour l'administration de la RAS sera de traiter avec une opinion publique qui se fait de plus en plus entendre dans un climat général anti-continent, sans s'aliéner les partisans loyaux au sein du gouvernement.

Le remaniement du XVIII^e Congrès du Parti

La transition décennale des dirigeants chinois aura un impact sur les relations entre le continent et Hong Kong. Comme les éditorialistes le font remarquer, le nouveau Comité permanent du bureau politique inclut « un nombre sans précédent de responsables du Parti dont les liens avec Hong Kong sont forts » [54]. Le nouveau président Xi Jinping a dirigé le Groupe dirigeant central pour les affaires hongkongaises et macanaises depuis 2007. Zhang Dejiang, qui était secrétaire du Parti du Guangdong de 2002 à 2007, et Zhang Gaoli, secrétaire du Parti de Shenzhen de 1997 à 2001 ont tout

50. « Le retrait de l'éducation patriotique n'est pas une option, dit C. Y. Leung », *SCMP*, 4 September 2012.
51. Gary Cheung, « Leung "pris au dépourvu" par l'opposition à l'éducation patriotique, selon Wu", *SCMP*, 20 octobre 2012.
52. Dans les CF, les opposants à l'éducation patriotique soutinrent la candidature de Ip Kin-yuen, le candidat du Syndicat des enseignants professionnels pour la circonscription de l'éducation qui battit Ho Hon-huen, le représentant de Education convergence. Le rôle déterminant du syndicat dans l'Alliance civique contre l'éducation patriotique contrasta fortement avec le refus de Ho de participer à la manifestation du 29 juillet.
53. Lau Nai-keung, « National education climbdown wins no friends », *SCMP* Insight & Opinion, 14 septembre 2012.
54. Chow Chung-yan et Colleen Lee, « First-hand experience helps Xi keep tabs on HK affairs », *SCMP*, 16 novembre 2012.

deux rencontré les officiels de la RAS de manière régulière lorsqu'ils étaient en fonction dans le Sud du pays. À l'avenir, à mesure que Xi va prendre ses nouvelles fonctions de plus haut dirigeant de la Chine, il continuera à présider le Groupe dirigeant mais aura de moins en moins directement la main sur les affaires de la RAS. Au même moment, bien qu'il n'ait pas rejoint le comité permanent, Li Yuanchao est pressenti pour être promu vice-président, poste qui inclut d'habitude la responsabilité de superviser les affaires hongkongaises. Li est un proche protégé de Hu Jintao, connu pour sa relative ouverture d'esprit, et sa nomination « pourrait signifier un climat relativement ouvert pour Hong Kong » [55].

En dépit de ce signe encourageant, l'analyste politique Johnny Lau Yui-siu pense que le gouvernement central est peu à peu en train de « perdre patience » avec cette cité ingérable. Les membres du puissant Politburo ont développé une « mentalité antagoniste » et sont prêts à soumettre la ville « à un contrôle plus strict de Pékin » [56]. Un changement de ton a déjà pu être remarqué dans le compte-rendu de Hu Jintao au cours du XVIII[e] Congrès du Parti. Au sein de la section des affaires hongkongaises et macanaises, deux nouvelles expressions ont été choisies par les analystes comme signaux d'une nouvelle interprétation par Pékin de la situation politique de la RAS [57]. La première est l'accent mis nouvellement sur l'importance de « protéger la souveraineté nationale, la sécurité et les intérêts du développement » (*weihu guojia zhuquan anquan fazhan liyi* 維護國家主權、安全、發展利益), ce qui contraste avec la fixation passée de la défense des principes « un pays, deux systèmes », « Hong Kong gouvernée par des Hongkongais » et « un haut degré d'autonomie ». Hu souligna ostensiblement le besoin d'« empêcher les forces étrangères (*waibu shili* 外部勢力) de s'ingérer dans les affaires de Hong Kong et Macao et de les stopper ». À la suite de ce compte-rendu, le vice-directeur du Bureau des affaires hongkongaises et macanaises publia un article de 6 000 mots dans le journal pro-Pékin *Wen Wei Po* appelant le gouvernement de la RAS à voter l'article 23 de la loi sur la sécurité, consacré à la lutte contre la subversion, « en temps et en heure » afin de lutter contre « l'ingérence extérieure » croissante [58].

La seconde est l'expression selon laquelle les Hongkongais doivent « prendre part à l'intégrité et à la gloire d'être Chinois » (*gongxiang zuo Zhongguoren de zunyan he rongyao* 共享做中國人的尊嚴和榮耀). Ce doux rappel vise directement au « retour du cœur des gens » : comme le signale un éditorial du *Global Times*, les continentaux sont devenus « plutôt mal à l'aise avec la nostalgie de quelques Hongkongais pour le passé colonial de la ville et leur complexe de supériorité envers les continentaux » [59].

Ce que les officiels du continent perçoivent comme étant la puissance grandissante de la dé-sinisation et des forces séparatistes dans la RAS pourrait en effet renforcer leur résolution et renforcer leur opinion selon laquelle les jeunes de Hong Kong ont besoin d'une bonne dose d'éducation patriotique. Avec l'enterrement du guide pédagogique controversé sur l'éducation morale et nationale le 8 octobre, l'Alliance civique contre l'éducation patriotique a salué une victoire provisoire. D'autres croient que le recul du gouvernement n'est qu'une tactique dilatoire, parce que l'introduction de l'éducation patriotique n'a été que mise en suspens, et pas complètement abandonnée [60]. Avec la liberté de décider si elles veulent introduire l'éducation patriotique et comment elles veulent le faire, les écoles sont devenues les nouveaux champs de bataille pour les militants vigilants tandis que pour les éducateurs plus optimistes, elles constituent les nouveaux laboratoires dans lesquels développer des plans de cours plus objectifs pour que la prochaine génération acquière des connaissances au sujet de la Chine. Bien que les Hongkongais ne verront pas le gouvernement mettre en place une éducation patriotique au cours des cinq années à venir, la question restera néanmoins hautement sensible tandis que les citoyens de l'ancienne colonie britannique continueront à négocier leur identité et à faire face aux profondes implications du retour de leur cité sous le régime de la loi chinoise.

Traduit par Florent Chevallier.

Karita Kan est doctorante en politique à l'université d'Oxford et assistante de recherche au CEFC (karitakan@gmail.com).

Cette synthèse de presse est compilée à partir d'une sélection des revues de presse bimensuelles du CEFC, disponibles sur www.cefc.com.hk.

55. « Li Yuanchao tipped to oversee Hong Kong and Macau affairs », *SCMP*, 10 novembre 2012.
56. Tanna Chong et Tony Cheung, « Beijing will use tighter rein on HK, says analyst », *SCMP*, 18 octobre 2012.
57. « Gangdu maozi houyizheng fouxian » (Les effets secondaires de "l'indépendance de Hong Kong" se font voir), éditorial du *Ming Pao*, 9 novembre 2012. « Hu criticises Hong Kong separatism in 18th Party Congress report », *Apple Daily*, 9 novembre 2012, http://hk.apple.nextmedia.com/news/first/20121109/18062006 (consulté le 12 novembre 2012).
58. Joshua But, « Fury at claim of foreign 'interference' », *SCMP*, 23 novembre 2012.
59. « Mainland has no desire to change HK », *Global Times*, 10 septembre 2012, www.globaltimes.cn/content/732083.shtml (consulté le 12 novembre 2012).
60. Albert Cheng, « HK's young activists bring hope of democracy », *art. cit.*